



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale de Rouen-Dieppe
Équipe Territoriale

Arrêté du **- 2 JUIN 2023** mettant en demeure la société Safety Kleen à Malaunay de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20 et L. 513-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la demande de bénéfice du droit d'antériorité en date du 7 avril 2011 autorisant la société Safety Kleen à exploiter une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (rubrique n°2718 de la nomenclature des installations classées) sur le site sis ZA du Parc, rue Roland Duru à Malaunay (76770) ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite du site de la société Safety Kleen le 4 avril 2023, et transmis à la société par courriel en date du 3 mai 2023 ;
- Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société Safety Kleen bénéficie du droit d'antériorité en date du 7 avril 2011 pour l'exploitation d'une activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux sur le site sis ZA du Parc, rue Roland Duru à Malaunay (76770), soumise à la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'autorisation ;

que lors de sa visite du 4 avril 2023 sur le site exploité par la société Safety Kleen, l'inspection de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et notamment :

- l'absence d'un dispositif de confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 26bis « Bassin de confinement des eaux incendie » de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;
- l'absence de vérification du système de désenfumage du bâtiment, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 68 « Moyens d'intervention en cas d'accident » de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé.

qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société Safety Kleen de respecter les prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Safety Kleen, dont le siège social est situé 65, avenue Jean Mermoz – 93126 La Courneuve Cedex, et exploitant des installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux sur le site sis au ZA du Parc, rue Roland Duru à Malaunay (76770) sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

1. **au plus tard dans un délai de 6 mois**, les dispositions de l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant installe un dispositif permettant de confiner les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie ;
2. **au plus tard dans un délai de 1 mois**, les dispositions l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant réalise la vérification de son système de désenfumage afin de s'assurer que le système est opérationnel en toute circonstance. Le rapport de vérification est transmis à l'inspection, accompagné, le cas échéant, des mesures correctives en cas de non-conformité.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible sur le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Malaunay pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de Malaunay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société Safety Kleen.

Fait à ROUEN, le

- 2 JUIN 2023

Pour le préfet,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

